

No du dossier de la Cour :

## COUR D'APPEL FÉDÉRALE

ENTRE :

**MONA KIAME**

demanderesse

et

**SYNDICAT DES EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES NATIONAUX / AFPC**

défendeur

DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DE l'article 28 de la *Loi sur les Cours fédérales*

## Avis de demande

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par la demanderesse. La réparation demandée par ceux-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par les demandeurs. Ceux-ci demandent que l'audience soit tenue à Ottawa.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat des demandeurs ou, si ces derniers n'ont pas retenu les services d'un avocat,

aux demandeurs eux-mêmes, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Date :

Délivré par :

Adresse du bureau local :

DESTINATAIRES :

**SYNDICAT DES EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES NATIONAUX / AFPC**, 233, rue Gilmour, 6<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario) K2P 0P1

**CONSEIL DES ARTS DU CANADA**, 350, rue Elgin, Ottawa (Ontario) K2P 1L4

**CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES**, Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4<sup>e</sup> étage Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0X8 (signification par dépôt dans le Portail Web du Conseil, conformément à l'alinéa 7(1)d du *Règlement de 2012 sur le Conseil canadien des relations industrielles*)

# Demande

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

Conseil canadien des relations industrielles

Décision 2023 CCRI LD 5019 (25 mai 2023), qui rejette la plainte de la demanderesse contre le Syndicat des employés et employées nationaux / AFPC pour manquement au devoir de représentation juste (article 37 du *Code canadien du travail*).

L'objet de la demande est le suivant :

INFIRMER la décision rendue par le Conseil canadien des relations industrielles;

RENOYER l'affaire devant un nouveau banc du Conseil canadien des relations industrielles pour qu'il réétudie la demande selon les directives de la Cour;

AUTORISER la demanderesse à choisir son représentant, à présenter son grief à l'employeur et à exercer tous les recours subséquents prévus par la loi, y compris le renvoi à l'arbitrage et une demande de contrôle judiciaire.

ORDONNER au Syndicat des employés et employées nationaux / AFPC de payer les honoraires du représentant de la demanderesse pour qu'elle présente son grief et exerce tous ses recours.

Les motifs de la demande sont les suivants :

1. Le Conseil a commis des erreurs de fait et de droit, en plus de manquer aux principes de justice naturelle. Les erreurs et les manquements sont notamment les suivants.
2. Erreur de fait — Le Conseil affirme sans preuve que le syndicat a expliqué à la demanderesse pourquoi il acceptait la nécessité des vaccins. Or, le syndicat n'a jamais fourni aucune explication à la demanderesse à ce sujet, en réponse à ses nombreux arguments à elle. Le Conseil ne cite aucun document, aucun témoignage, ni aucune communication du syndicat où celui-ci aurait expliqué à la demanderesse la nécessité de la vaccination.
3. Erreur de droit — Le Conseil n'a pas appliqué le critère énoncé au paragraphe 29 de l'arrêt *McRaeJackson*, 2004 CCRI 290, critère qui sert à déterminer si le syndicat a eu une conduite arbitraire. Or, le syndicat a cru aveuglément les arguments de l'employeur concernant la nécessité de la vaccination, sans jamais s'interroger sur la possibilité que l'employeur se trompe, ce qui correspond à la définition même d'une conduite arbitraire.

4. Erreur de droit — Tous les critères indiqués dans l'arrêt *Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration) c. Vavilov*, 2019 CSC 65 (CanLII), [2019] 4 RCS 653 n'ont pas été respectés.
5. Manquement à un principe de justice naturelle — Le Conseil a refusé à la demanderesse le droit de faire valoir une partie de ses arguments en rejetant une version amendée de la pièce P-4 présentée le 4 octobre 2022, soit sept mois et 21 jours avant qu'il communique sa décision à la demanderesse.
6. Manquement à un principe de justice naturelle — Le Conseil ne s'est pas acquitté de son devoir de prendre en considération tous les renseignements qui étaient pertinents pour arriver à une décision juste et équitable. Même en sachant que la demanderesse avait des arguments déterminants à faire valoir dans la version amendée de la pièce P-4, le Conseil a choisi de ne pas tenir d'audience.

Les documents ci-après sont présentés à l'appui de la demande :

- i. décision attaquée;
- ii. affidavit de la demanderesse;
- iii. plainte de la demanderesse adressée au Conseil;
- iv. version originale de la pièce P-4 accompagnant la plainte;
- v. version amendée de la pièce P-4;
- vi. lettre datée du 17 octobre 2022 et signée par M<sup>me</sup> Louise Fecteau.

Le 23 juin 2023



---

Mona Kiame, demanderesse  
44, rue de la Baie  
Gatineau (Québec) J8T 3H5  
Téléphone : 819-561-6858  
vitamined19@hotmail.com